

RESOLUTION FINALE

1. La FIMARC (Fédération Internationale des Mouvements d'Adultes Ruraux Catholiques) réunie en Corée du Sud du 24 avril au 13 mai pour sa XII rencontre mondiale a analysé en profondeur les concepts de démocratie et bonne gouvernance, si souvent détournés de leur premier sens par les organismes internationaux dirigeants, causes de tant de souffrances du monde rural et paysan.
2. Lors de la dernière rencontre mondiale de la FIMARC, nous mettions déjà en exergue la nécessité de construire une ère nouvelle, de donner force et vigueur au concept de souveraineté alimentaire. L'accès aux ressources pour tous, à la terre, à l'eau, aux semences, ont été des revendications portées par l'ensemble de nos mouvements.
3. Aujourd'hui, quatre ans plus tard, il ne s'agit plus simplement de nécessité mais d'urgence, d'un véritable cri d'alarme des paysans et des ruraux qui subissent un véritable tsunami social vu les politiques de plus en plus agressives de l'économie néo-libérale et de ses agents tels que la Banque mondiale, le Fonds Monétaire International, l'Organisation Mondiale du Commerce... Selon le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement), les 20% les plus riches de la population mondiale absorbent 82,7 % des revenus mondiaux, tandis que les 20 % les plus pauvres doivent se contenter de se partager 1,4 % de ces revenus.
4. En conséquence, les suicides, les phénomènes de migration, de trafics d'êtres humains (femmes et enfants) ... sont de plus en plus le lot quotidien d'une multitude de personnes car dans cette structure déterminée par l'économie, se construit un système social ravageur dans lequel se concentrent les pouvoirs économique, politique et militaire dans le monde.
5. Petit à petit, le monde paysan, muet jusqu'il y a peu se lève pour crier sa révolte et proposer des alternatives à cette violation des droits humains les plus élémentaires. Les protestations de masse organisées lors des Conférences ministérielles de Cancun et de HongKong, l'échec du CPE (Contrat de Première Emploi) en France qui participe à la même logique ultra libérale, nous montrent bien que des changements sont possibles.
6. Néanmoins, nous, personnes, mouvements et organisations membres de la FIMARC, sommes des personnes pacifiques. Nous savons que nous avons des droits et notre revendication légitime est de les faire appliquer dans le respect des normes légales qui existent et si nécessaire dans la création de nouveaux outils allant jusqu'à condamner et sanctionner les Etats qui ne se rempliraient pas leurs obligations.
7. L'objet du séminaire de cette XII rencontre mondiale nous a permis d'approfondir les notions de souveraineté, de légitimité du pouvoir, de démocratie et de bonne gouvernance. Tous ces termes sont pour nous, des garants de notre participation aux prises de décision dans le souci du bien commun.
8. La démocratie et la bonne gouvernance sont très interdépendantes et nous les considérons comme un processus, un objectif permanent à atteindre, sans cesse en action et que nous pouvons expérimenter dans les divers domaines de la vie en communauté et aux différents niveaux de l'organisation politique, local, national et international. La démocratie, qui peut prendre diverses formes, n'est pas seulement une fin en soi, mais est aussi un moyen : les formes de la lutte doivent être démocratiques, les décisions doivent être prises de manière collégiale et évaluées, vérifiées régulièrement pour rester dans ce mandat de représentation des intérêts du plus grand nombre. Nous pensons, que la représentation et le pouvoir qu'elle lui confère sont nécessaire... toutefois, ce pouvoir doit toujours s'inscrire dans la légitimité, dans l'intérêt des groupes qu'il représente. La réalisation de la démocratie au sein du politique reste donc une tâche primordiale que nous ne voulons pas négliger.
9. La bonne gouvernance découle de ce processus dans le mécanisme qu'elle représente pour sa mise en œuvre et sa régulation. Elle prend en compte tout les paramètres, se définit dans une vision holistique, c'est-à-dire en tenant compte non seulement du facteur humain mais également du respect des cultures et de l'environnement propre à chaque personne ou communauté.

10. Le socle de la bonne gouvernance repose sur les valeurs éthiques et morales que nous prôtons : solidarité, justice, paix sociale, dans notre option préférentielle pour les plus pauvres. Mais nous devons constater que toutes ces notions sont galvaudées par le système en place. Certains pays, forcés par la logique néo-libérale qui dérégule tout le processus de légitimité des pays, leur souveraineté, voudraient imposer la démocratie à d'autres par la guerre.

D'autres prônent le développement en éliminant des pans entiers de population pour construire des méga structures industrielles ou touristiques. Comment peut-on alors parler de bonne gouvernance quand des milliers de personnes perdent la vie ou, sont éjectées de leur lieu de vie, quand l'environnement naturel est détruit et la biodiversité gravement menacée.

11. Face à cette situation de domination du pouvoir économique, les paysans et les ruraux, les ouvriers qui vivent des situations similaires, les artistes, toutes les couches marginalisées de la population, s'organisent petit à petit. Lors des récents forums sociaux mondiaux ou régionaux, des forums pour réclamer des réformes agraires soutenables, des forums de l'eau et tant d'autres initiatives qui visent à rendre le pouvoir au peuple, nous avons constaté que des initiatives dans les formes de bonne gouvernance naissent dans divers pays, que des structures de commerce équitable voient le jour, qu'un nouvel acteur, représentant d'une diversité culturelle qui s'organise et prend petit à petit conscience de ses droits est en train de naître.
12. Nous sommes de ce groupe et partie prenante de ces revendications et voulons assumer notre responsabilité individuelle et collective dans le changement qui s'avère nécessaire pour qu'un autre monde soit possible. Ces paroles n'auront vraiment de poids que si elles s'accompagnent pour chacun d'une prise de conscience plus vive de sa propre responsabilité et d'une action effective.

Aussi nous recommandons fortement

A chacun en particulier,

- D'opérer une véritable conversion dans sa manière de penser, de vivre et de consommer afin d'être à même de participer au changement collectif

A nos mouvements

- De mettre tout en œuvre pour renforcer les réseaux à tous les niveaux, du local à l'international, pour renforcer ce nouvel acteur social qui lutte pour ses droits. Cela passera nécessairement par l'accès de tous à l'information.
- D'élaborer des propositions viables dans des alternatives qui seront force de propositions contre la logique économique néo-libérale dans le souci d'une économie solidaire et d'un commerce équitable
- D'exiger de véritables réformes agraires pour permettre l'accès aux ressources et aux moyens de production pour développer une agriculture de qualité, tant pour les consommateurs que dans le respect de la terre et atteindre la souveraineté alimentaire des pays.

Aux gouvernants politiques et économiques de prendre en compte ces revendications légitimes

- En mettant fin à leurs politiques de libéralisation du commerce par les outils qu'ils tentent d'imposer tels que les accords de libre échange ou les traités bilatéraux
- En cessant les politiques d'agression et de guerre contre les peuples du monde
- En cessant de promouvoir les systèmes de production et de consommation qui affectent si gravement notre environnement et notre santé.
- En mettant en application « la convention sur la diversité de la production alimentaire » afin de garantir la coexistence des diverses traditions culturelles de chaque pays.

A nos accompagnants et à notre Hiérarchie en Eglise pour leur demander

- De dénoncer de manière prophétique les situations d'injustice que traversent des millions de familles paysannes
 - De se prononcer clairement en faveur de l'agriculture paysanne et familiale et de la biodiversité, symbole de vie, contre les OGM symboles de mort.
13. Forts des valeurs qui nous animent et de la volonté de créer des souverainetés agissantes dans tous les pays, au service du bien commun, nous nous engageons à jouer pleinement notre rôle de fédération internationale de mouvements de ruraux catholiques pour renforcer ce nouveau sujet historique qui rendra au peuple le pouvoir confisqué par le système néo-libéral et à tout mettre en œuvre en nous impliquant au sein des organisations et des réseaux qui agissent avec les mêmes convictions.

Taejon, Mai 06

Membre de la Conférence des OIC
Observateur auprès de la FAO
Consultant auprès de l'ECOSOC
Consultant auprès de l'UNESCO

Secrétariat de la FIMARC aisbl
rue Jaumain 15
5330 ASSESSE
BELGIQUE

Banque : 250-0132789-81
E-mail : fimarc@skynet.be
TEL/FAX : +32-(0)83-65 62 36
